



**ÉTUDE DES CRÉDITS
2013-2014**

**OFFICE DE LA PROTECTION DU
CONSOMMATEUR**

**RENSEIGNEMENTS
GÉNÉRAUX**

*Office
de la protection
du consommateur*

Québec 

**Office de la protection du consommateur
Étude des crédits 2013-2014
Table des matières**

FICHES G : QUESTIONS GÉNÉRALES À L'ENSEMBLE DES MINISTÈRES ET ORGANISMES

G1.	Comparaison des crédits.....	1
G2.	Coûts afférents changement gouvernement.....	2
G3.	Voyages hors-Québec.....	3
G4.	Voyages faits en avion.....	5
G5.	Publicité et articles promotionnels.....	6
G6.	Dépenses conférences/événements.....	7
G7.	Dépenses formation de communication.....	8
G8.	Contrats octroyés.....	9
G9.	Contrats octroyés autorisés SMA.....	14
G11.	Consultants externes.....	15
G12.	Projets dév./modernisation informatique.....	16
G13.	Dépenses haute-direction.....	17
G14.	Dépenses téléphonie.....	18
G15.	a) Répartition du personnel 35 ans +.....	19
	b) Répartition du personnel 35 ans -.....	19
	c) Nombre total de jours de maladie.....	20
	d) Réserve de congés maladie.....	20
	e) Nombre d'heures supplémentaires.....	20
	f) Nombre total de jours de vacances.....	21
	g) Réserve de jours de vacances.....	21
	h) Plaintes harcèlement psychologique.....	21
	i) Nombre répartition catégories d'emploi.....	22
	j) L'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi.....	22
	k) Évolution du nombre d'employés – complexité supérieure.....	24
	l) Évolution du nombre d'employés – traitement supérieur.....	24
	m) Nombre de postes par catégories d'emploi et par territoire.....	24
	n) Niveau des effectifs pour les cinq prochaines années.....	26
G16.	Retraites et remplacements.....	27
G17.	Baux.....	28
G20.	Budget discrétionnaire.....	29
G21.	Liste du personnel en disponibilité.....	30
G22.	Nombre d'occasionnels mis à pied.....	31
G23.	Plan Nord.....	32
G24.	Personnel hors structure.....	33
G25.	Personnel affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux.....	34
G26.	Abonnements.....	35
G27.	Site Internet.....	36
G28.	Nomination de mandataires.....	38
G30.	Demandes d'accès à l'information.....	39
G32.	Ententes avec gouv. fédéral/provincial.....	40
G33.	Crédits périmés.....	41
G34.	Politique de tarification des services publics.....	42
G35.	Plan de réduction de dépenses.....	43
G36.	Sommes reçues du gouvernement fédéral.....	44
G37.	Ententes conférences régionales des élus.....	45
G38.	Primes au rendement et bonis.....	46
G39.	Primes de départ et bris de contrat.....	47

Office de la protection du consommateur
Étude des crédits 2013-2014
Table des matières

G40.	Salaire des cadres n'ayant aucune fonction assignée.....	48
G41.	Contrats de covérification.....	49
G42.	Coûts de déménagement/aménagement haute-direction.....	50
G43.	Masse salariale.....	51
G44.	Taux d'absentéisme.....	52
G45.	Évolution de la taille de l'OPC.....	53
G46.	Nombre de départs et raisons.....	54
G47.	Liste et solde des fonds.....	55

G.1 LA COMPARAISON POUR CHAQUE MINISTÈRE ET CHAQUE ORGANISME, PAR POSTE BUDGÉTAIRE :

- **ENTRE LES CRÉDITS DÉPOSÉS À L'ASSEMBLÉE NATIONALE EN AVRIL 2012 ET CEUX PROPOSÉS PAR LE NOUVEAU GOUVERNEMENT POUR L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2013-2014.**
-

L'information est disponible dans le budget de dépenses 2013-2014.

G.2 L'ENSEMBLE DE COÛTS AFFÉRENTS AU CHANGEMENT DE GOUVERNEMENT NOTAMMENT :

- **LES COÛTS RELIÉS AU CHANGEMENT DE STRUCTURE ADMINISTRATIVE, MINISTÉRIELLE (PUBLICITÉ, AFFICHAGE, LOGO, SITE INTERNET, PANCARTE, COURRIER, ENVELOPPES, ENTÊTES, CARTES D'AFFAIRES, ETC.);**
 - **LES COÛTS ADMINISTRATIFS, LES COÛTS DE TRANSITION, LES FRAIS DE COMMUNICATION;**
 - **LES COÛTS RELIÉS À LA SUPPRESSION OU L'AJOUT DE TOUTE INFORMATION;**
 - **LES COÛTS RELIÉS AUX PHOTOS OFFICIELLES; ET**
 - **TOUT AUTRE COÛT LE CAS ÉCHÉANT.**
-

Il n'y a eu aucun coût afférent au changement de gouvernement à l'Office de la protection du consommateur.

G.3 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2012-2013 :

- LES ENDROITS ET DATES DU DÉPART ET DU RETOUR;
- UNE COPIE DES PROGRAMMES ET RAPPORTS DE VOYAGE OU DE MISSION;
- LES PERSONNES RENCONTRÉES;
- LE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.;
- LES NOMS DES MINISTRES, DÉPUTÉS, PERSONNEL DE CABINET, FONCTIONNAIRES CONCERNÉS (AVEC LEUR TITRE) ET AUTRES PARTICIPANTS (AVEC LEUR TITRE) REGROUPÉS PAR MISSION;
- POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS;
- LA LISTE ET LE DÉTAIL DE TOUTE ENTENTE SIGNÉE OU ANNONCÉE, LE CAS ÉCHÉANT;
- LES RÉSULTATS CONCRETS OBTENUS ET DÉTAILLÉS POUR CHAQUE VOYAGE;
- LA COPIE DES RAPPORTS DE MISSION;
- LES INVESTISSEMENTS ANNONCÉS, LE CAS ÉCHÉANT.

ENDROIT DE LA MISSION	DATE DÉPART	DATE RETOUR	MEMBRES PRÉSENTS AU VOYAGE	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	BUT DU VOYAGE
Toronto, Ontario, Canada	2012-10-29	2012-10-29	André Allard, directeur des affaires juridiques	Universitaires, étudiants, chercheurs, représentants de divers paliers gouvernementaux et représentants de groupes qui interviennent dans le secteur de la santé publique et de la protection des consommateurs.	43,40 \$	Participer, à titre de conférencier, à la conférence semestrielle du centre de la science pour l'intérêt public « Championing Public Health Nutrition ». Participation à une table ronde où la publicité destinée aux enfants âgés de moins de 13 ans a été abordée.
Banff, Alberta, Canada	2012-10-24	2012-10-27	Marc Migneault, avocat	Représentants des organismes provinciaux de surveillance des commerçants de véhicules routiers (Ontario, Manitoba, Saskatchewan et Colombie-Britannique).	1 844,30 \$	Participer à une conférence des organismes de surveillance des commerçants de véhicules routiers (All-Province Vehicle Authorities Conference).
Paris, France	2012-10-10	2012-10-17	André Allard, directeur des affaires juridiques	Membres de la délégation canadienne et délégués des pays membres de l'OCDE qui participent aux travaux du Comité de la politique à l'égard des consommateurs de l'OCDE.	2 112,33 \$	Participer à la réunion semestrielle du Comité de la politique à l'égard des consommateurs de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE).
Régina, Saskatchewan, Canada	2012-06-06	2012-06-08	Nicole Rodier, enquêteuse Hélène Lavallée, avocate	Représentants des gouvernements des provinces canadiennes ainsi que des organismes privés, le cas échéant, impliqués dans la gestion, la surveillance et l'application des lois et règlements du domaine funéraire.	2 705,98 \$	Assister à la réunion annuelle du Canadian Funeral Service Regulators.

G.3 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2012-2013 :

- LES ENDROITS ET DATES DU DÉPART ET DU RETOUR;
- UNE COPIE DES PROGRAMMES ET RAPPORTS DE VOYAGE OU DE MISSION;
- LES PERSONNES RENCONTRÉES;
- LE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.;
- LES NOMS DES MINISTRES, DÉPUTÉS, PERSONNEL DE CABINET, FONCTIONNAIRES CONCERNÉS (AVEC LEUR TITRE) ET AUTRES PARTICIPANTS (AVEC LEUR TITRE) REGROUPÉS PAR MISSION;
- POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS;
- LA LISTE ET LE DÉTAIL DE TOUTE ENTENTE SIGNÉE OU ANNONCÉE, LE CAS ÉCHÉANT;
- LES RÉSULTATS CONCRETS OBTENUS ET DÉTAILLÉS POUR CHAQUE VOYAGE;
- LA COPIE DES RAPPORTS DE MISSION;
- LES INVESTISSEMENTS ANNONCÉS, LE CAS ÉCHÉANT.

ENDROIT DE LA MISSION	DATE DÉPART	DATE RETOUR	MEMBRES PRÉSENTS AU VOYAGE	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	BUT DU VOYAGE
Barcelone, Espagne	2012-05-05	2012-05-13	Louis Borgeat, président Gilles Angers, secrétaire général	Membres de l'Agencia Catalana del Consum.	1 975,67 \$	Dans le cadre de l'entente de coopération Québec/Catalogne, poursuivre les échanges initiés par la partie catalane sur l'évolution du cadre législatif des deux organisations, ainsi que sur les volets informations du public, éducation des jeunes et surveillance de l'application des lois.
Paris, France	2012-04-21	2012-04-26	Gary Frost, directeur des services aux consommateurs	Représentants du Bureau de la consommation d'Industrie Canada.	2 666,99 \$	Participer à la réunion semestrielle du Comité de la politique à l'égard des consommateurs de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE).
Toronto, Canada	2012-04-16	2012-04-17	Marc Migneault, avocat	Commerçants d'automobiles d'occasion et représentants du Motor Vehicle Sales Authority of British-Columbia, de l'Association des concessionnaires d'automobiles de Nouvelle-Écosse (NSADA) et du cabinet d'avocats Miller Thomson.	972,16 \$	Participer, à titre de conférencier sur les changements à la réglementation sur l'obligation d'information, au congrès 2012 Auto remarketing Canada conference.

Données au 20 décembre 2012

G.4 POUR CHAQUE VOYAGE OU DÉPLACEMENT EN AVION OU EN HÉLIPTÈRE FAIT AU QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2012-2013 DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES, DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS ET DES DIRIGEANTS D'ORGANISME :

- L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR;
 - LES COÛTS VENTILÉS;
 - LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.;
 - POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS.
-

Aucun voyage ou déplacement au Québec n'a été effectué en avion ou en hélicoptère par le dirigeant de l'Office de la protection du consommateur.

G.5 LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME :

- LA VENTILATION DES SOMMES DÉPENSÉES POUR L'EXERCICE FINANCIER 2012-2013 ET LES PRÉVISION POUR 2013-2014;
- LE NOM DES FIRMES DE PUBLICITÉ RETENUES;
- LE NOM DES FOURNISSEURS;
- LE MODE D'OCTROI DE CHAQUE CONTRAT;
- LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- POUR CHAQUE DÉPENSE EN COMMANDITE, LA RAISON ET LE NOM DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE;
- LE COÛT TOTAL ET VENTILÉ POUR LES COMMUNIQUÉS DE PRESSE.

PUBLICITÉ	Coût
Aucune	-
ARTICLES PROMOTIONNELS	Coût
Aucun	-
COMMANDITES	Coût
Aucune	-
COMMUNIQUÉS DE PRESSE	Coût
CNW TELBEC	1 528,00 \$

Données au 30 novembre 2012

G.6 LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE, D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES, OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.) :

- LA VENTILATION DES SOMMES DÉPENSÉES POUR L'EXERCICE FINANCIER 2012-2013 ET LES PRÉVISIONS POUR 2013-2014;
 - LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
 - S'IL Y A LIEU, PRÉCISER POUR CHAQUE CONTRAT OCTROYÉ DANS LE CADRE D'UN ÉVÉNEMENT : LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME; LE COÛT, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS; LA DATE; LE MODE D'OCTROI;
 - LE NOMBRE D'ÉVÉNEMENTS VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENTS.
-

L'Office de la protection du consommateur n'a tenu aucune conférence de presse, événement médiatique ou autre événement en 2012-2013.

G.7 LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION

ORGANISÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :

- LES SOMMES DÉPENSÉES DEPUIS LE 31 AOÛT 2012 ET LES PRÉVISIONS POUR 2013-2014
- LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE

ORGANISÉS PAR UNE FIRME EXTERNE :

- LES SOMMES DÉPENSÉES DEPUIS LE 31 AOÛT 2012 ET LES PRÉVISIONS POUR 2013-2014
 - LE NOM DE LA OU DES FIRMES DE PUBLICITÉ
 - LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ)
 - LE NOM DES FOURNISSEURS
 - LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE
-

Aucune formation de communication n'a été suivie depuis le 31 août 2012 par le personnel de l'Office de la protection du consommateur.

G.8 LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME EN 2012-2013 EN INDIQUANT, POUR CHAQUE CONTRAT :

- LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;
- LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ);
- LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS;
- L'ÉCHÉANCIER;
- LE MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);
- DANS LE CAS D'OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.

Fournisseur	Objet	Montant
9159-1115 Québec inc. (E-Profile)	Fournir une expertise relativement à la saisie de matériel informatique dans le cadre d'une perquisition	7 000,00 \$
9250-4000 QUÉBEC INC. (Furaxe infographie)	Concevoir et bonifier les maquettes du site Web et du site mobile	13 500,00 \$
Académie de transformation du Québec, L'	Animer diverses formations en lien avec les activités professionnelles des employés de l'Office	1 810,00 \$
Bell Canada	Publier les coordonnées des bureaux de l'Office dans les pages bleues	1 832,53 \$
Bibeau, Pierre	Fournir des services informatiques (configuration, installation de logiciels de serveurs, etc.)	5 600,00 \$
Bouchard, Denise	Compléter le transfert d'expertise relatif aux activités du greffe pénal et offrir un soutien administratif lors des absences de l'agente de secrétariat des Services administratifs	11 000,00 \$
Boumi Communication graphique inc.	Faire la conception et la mise en page du <i>Guide d'application sur la publicité à but commercial destinée aux enfants de moins de 13 ans</i>	2 350,00 \$
Christine Paré communication inc.	Fournir des services-conseils en rédaction	7 000,00 \$

G.8 LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME EN 2012-2013 EN INDIQUANT, POUR CHAQUE CONTRAT :

- LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;
- LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ);
- LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS;
- L'ÉCHÉANCIER;
- LE MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);
- DANS LE CAS D'OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.

Fournisseur	Objet	Montant
Clairvoyant, Éric	Accompagner la responsable de l'information numérique dans la production de l'architecture de sécurité de l'information numérique de l'Office	9 900,00 \$
CNW Telbec	Diffuser des communiqués de presse	1 528,00 \$
Consultants Longpré & associés inc., Les	Fournir des services professionnels dans le cadre du programme d'aide à la personne (PAP)	3 960,00 \$
Côté, Paul Raymond	Effectuer la traduction de divers documents de l'Office	5 000,00 \$
Déménagement & Transport Doibec inc.	Fournir des services de transport (mobilier de bureau et autres)	1 675,00 \$
Déménagement Mont-Bruno /Lakeshore inc.	Fournir des services de transport (mobilier de bureau et autres)	2 676,31 \$
Édifice les Façades inc.	Effectuer des travaux d'entretien et de réparation dans les locaux de l'Office	1 081,52 \$
Enveloppe Concept inc.	Fournir des services d'impression d'enveloppes pour l'Office	3 217,32 \$
Facilité Informatique Canada inc.	Effectuer des travaux de maintenance d'application	5 460,00 \$

G.8 LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME EN 2012-2013 EN INDIQUANT, POUR CHAQUE CONTRAT :

- LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;
- LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ);
- LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS;
- L'ÉCHÉANCIER;
- LE MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);
- DANS LE CAS D'OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.

Fournisseur	Objet	Montant
Groupe SecurPlus	Installer un lecteur de cartes magnétiques	2 709,76 \$
Impressions Stampa inc. Les	Réaliser des travaux d'impression de différents documents, formulaires et permis	15 000,00 \$
J. B. Deschamps inc.	Fournir des services d'impression du <i>Guide d'application sur la publicité à but commercial destinée aux enfants de moins de 13 ans</i>	3 008,00 \$
Marcotte, Sophie	Effectuer des travaux de révision linguistique	15 000,00 \$
Net2 Évolution inc.	Conseiller l'Office dans les travaux de rédaction des contenus de son site Web, dans les travaux d'élaboration de sa stratégie de communication (plateformes mobiles) et dans la production de contenus sur ces plateformes	20 000,00 \$
Noël et associés s.e.n.c.r.l.	Agir à titre de correspondant auprès de la Cour suprême du Canada dans deux dossiers spécifiques	5 000,00 \$
Paquet, Jean-Nicolas	Intégrer les contenus français dans le site Web en utilisant le système de gestion de contenu TYPO3	4 200,00 \$
Paquette & associés, huissiers de justice s.e.n.c.r.l.	Fournir des services d'huissiers	10 702,47 \$
Pleau, Normand	Fournir des services d'édition et de graphisme	10 000,00 \$

G.8 LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME EN 2012-2013 EN INDIQUANT, POUR CHAQUE CONTRAT :

- LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;
- LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ);
- LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS;
- L'ÉCHÉANCIER;
- LE MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);
- DANS LE CAS D'OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.

Fournisseur	Objet	Montant
Profil vert inc.	Effectuer l'entretien des plantes d'intérieur dans les bureaux de l'Office à Québec	1 296,00 \$
Purolator	Fournir des services de messagerie	10 985,68 \$
QC Média inc.	Programmer de nouvelles sections du site Web et du site mobile, et collaborer aux travaux d'entretien du site Web	24 440,00 \$
Science DBA inc.	Faire l'analyse des travaux nécessaires pour fournir à l'Office une infrastructure de haute disponibilité du serveur de base de données SQL, et procéder à son implantation	14 000,00 \$
Séquence Digitale s.e.n.c.	Concevoir un prototype conceptuel HTML du site mobile de l'Office	1 250,00 \$
Statégie organisation et méthode SOM	Réaliser un sondage téléphonique sur les besoins et attentes des citoyens en matière de protection des consommateurs	23 915,00 \$
Synovatec inc.	Fournir des services-conseils en sécurité de l'information, accompagner le personnel du Service des ressources informationnelles dans ses activités et fournir des services techniques	18 000,00 \$
SYTI inc.	Fournir des services informatiques afin d'assister le personnel de l'Office dans l'implantation de l'environnement de déploiement de logiciels à distance	12 000,00 \$
Telus	Valider la conformité de l'Office à la norme internationale PCI-DSS	1 400,00 \$

G.8 LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME EN 2012-2013 EN INDIQUANT, POUR CHAQUE CONTRAT :

- LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;
- LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ);
- LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS;
- L'ÉCHÉANCIER;
- LE MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);
- DANS LE CAS D'OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.

Fournisseur	Objet	Montant
Textes Impeccables inc. Les	Effectuer des travaux de révision linguistique de documents réalisés par l'Office	5 000,00 \$
Utilitest inc.	Valider les interfaces et la structure des pages du site Web et conseiller l'Office en matière d'ergonomie dans la conception et réalisation de son site mobile	6 750,00 \$
Williamson, Karen P.	Effectuer la traduction de divers documents de l'Office	15 000,00 \$

Données en date du 30 novembre 2012

G.9 LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2012-2013 ET QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE AUTORISATION DU SOUS-MINISTRE, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS, EN INDIQUANT :

- LE NOMBRE D'AUTORISATIONS;
- LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME TOUCHÉ (E);
- LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT;
- LE MONTANT ACCORDÉ;
- LES MOTIFS DE LA DEMANDE;
- TOUT RAPPORT D'ÉVALUATION, DE VÉRIFICATION OU D'ENQUÊTE PRODUIT CONCERNANT UN DE CES CONTRATS.

Aucun contrat octroyé par l'Office en 2012-2013 n'a fait l'objet d'une autorisation par le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*.

G.11 LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS (NOMBRE DE PERSONNES) OU OEUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ ET/OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

G.12 POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE OU DE MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES INITIÉ DEPUIS L'ANNÉE FINANCIÈRE 2003-2004, INDIQUER :

- LE NOM DU PROJET;
 - LA NATURE DU PROJET;
 - L'ÉCHÉANCIER INITIAL (ET REVU S'IL Y A LIEU);
 - LE COÛT INITIAL PRÉVU POUR LA RÉALISATION DU PROJET;
 - LES PLUS RÉCENTES ESTIMATIONS DU COÛT DU PROJET;
 - LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU'À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILÉS PAR ANNÉE FINANCIÈRE;
 - L'ESTIMATION DES COÛTS RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET;
 - LES FIRMES OU OSBL ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET (INCLUANT LES SOUS-TRAITANTS), LES SOMMES QUI LEUR ONT ÉTÉ VERSÉES JUSQU'À CE JOUR, LE DÉTAIL DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ EN PRÉCISANT LE MODE D'OCTROI, LE MONTANT ET LES DATES;
 - LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR.
-

L'Office n'a pas initié de projet de développement informatique de 100 000 \$ ou plus en 2012-2013.

G.13 POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES ORGANISMES PUBLICS, LE MONTANT, POUR L'ANNÉE 2012-2013 (ET VENTILATION POUR CHAQUE MOIS), DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :

- LA PHOTOCOPIE;
- LE MOBILIER DE BUREAU;
- L'AMEUBLEMENT;
- LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT;
- LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT;
- LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS;
- LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'ALCOOL ET DE FÊTES;
- L'ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTE SESSION DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT :
 - A) AU QUÉBEC
 - B) À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC
- LES DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE;
- LOCATION ET ENTRETIEN DES PLANTES INCLUANT LES PLANTES ARTIFICIELLES;
- LOCATION ET ENTRETIEN DE LA MACHINE À CAFÉ;
- LOCATION OU ACHAT D'ENCADREMENT.

DEPENSE	COUT
Photocopie ^{Note 1}	3 647,72 \$
Mobilier de bureau et ameublement	1 799,92 \$
Frais de transport, d'hébergement et de repas au Québec et à l'extérieur du Québec	8 940,43 \$
Frais d'alcool et de fêtes	0,00 \$
Congrès, colloques et perfectionnement au Québec et à l'extérieur du Québec	
Au Québec	737,45 \$
À l'extérieur du Québec	3 010,78 \$
Distributeurs d'eau de source ^{Note 1}	631,45 \$
Location et entretien des plantes incluant les plantes artificielles ^{Note 1}	864,00 \$
Location et entretien de la machine à café	0,00 \$
Location ou achat d'encadrement	0,00 \$

Note 1 : Il n'est pas possible d'isoler la dépense de la haute direction de l'Office. Le coût présenté est celui pour l'ensemble de l'organisme.

Données au 30 novembre 2012

G.14 POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET POUR LE MINISTÈRE ET LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR L'ANNÉE 2012-2013, DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES RELIÉES À LA TÉLÉPHONIE :

- LE NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES, « BLAKBERRY », IPHONE OU AUTRES TYPES DE TÉLÉPHONES INTELLIGENTS UTILISÉS;
- LE NOMBRE DE TABLETTES ÉLECTRONIQUES UTILISÉES (IPAD OU AUTRES);
- LE NOMBRE DE TÉLÉAVERTISSEURS UTILISÉS;
- LES COÛTS D'ACQUISITION DES APPAREILS;
- LE COÛT D'UTILISATION DES APPAREILS;
- LE NOM DES FOURNISSEURS;
- LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES;
- LE NOMBRE DE MINUTES UTILISÉES.
- LES COÛTS DE RÉSILIATION;
- LES ORDINATEURS PORTABLES.

DESCRIPTION	COÛT, NOM OU NOMBRE
Nombre de téléphones cellulaires, « BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents utilisés	22
Nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres) et ordinateurs portables	0 tablette 42 portables
Nombre de téléavertisseurs utilisés	0
Coûts d'acquisition des appareils	353,40 \$
Coût d'utilisation des appareils	1 183,66 \$
Nom des fournisseurs	Rogers
Coût des contrats téléphoniques	4 320,15 \$
Nombre de minutes utilisées	24 421 min.
Coûts de résiliation	0,00 \$

Données au 30 novembre 2012

G.15 CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES, ET CE, POUR 2010-2011, 2011-2012 ET 2012-2013 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2013-2014 (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION) :

A) LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.); 35 ANS ET PLUS

B) LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.); 35 ANS ET MOINS

Catégorie d'emploi	Effectif				Femmes		Hommes		Personnes handicapées		Anglophones		Autochtones		Communautés culturelles	
	Régulier	Occ. ⁽¹⁾	Total	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Encadrement supérieur et juridique :																
Moins de 35 ans	0	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
De 35 à 54 ans	3	0	3	2,6%	0	0,0%	3	2,6%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	1	0,8%
55 ans et plus	7	0	7	5,9%	1	0,8%	6	5,1%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
Total	10	0	10	8,5%	1	0,8%	9	7,7%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	1	0,8%
Personnel professionnel :																
Moins de 35 ans	10	9	19	16,1%	11	9,3%	8	6,8%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	1	0,8%
De 35 à 54 ans	20	1	21	17,8%	10	8,5%	11	9,3%	1	0,8%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
55 ans et plus	6	0	6	5,1%	4	3,4%	2	1,7%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
Total	36	10	46	39,0%	25	21,2%	21	17,8%	1	0,8%	0	0,0%	0	0,0%	1	0,8%
Personnel de bureau, techniciens et assimilés :																
Moins de 35 ans	9	4	13	11,0%	9	7,6%	4	3,4%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	2	1,7%
De 35 à 54 ans	38	0	38	32,2%	29	24,6%	9	7,6%	2	1,7%	1	0,8%	0	0,0%	6	5,1%
55 ans et plus	11	0	11	9,3%	10	8,5%	1	0,8%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
Total	58	4	62	52,5%	48	40,7%	14	11,8%	2	1,7%	1	0,8%	0	0,0%	8	6,8%
Personnel ouvrier :																
Moins de 35 ans	0	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
De 35 à 54 ans	0	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
55 ans et plus	0	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
Total	0	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
TOTAL PAR GROUPE D'ÂGE :																
Moins de 35 ans	19	13	32	27,1%	20	16,9%	12	10,2%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	3	2,5%
De 35 à 54 ans	61	1	62	52,6%	39	33,1%	23	19,5%	3	2,5%	1	0,8%	0	0,0%	7	5,9%
55 ans et plus	24	0	24	20,3%	15	12,7%	9	7,6%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
Total	104	14	118	100,0%	74	62,7%	44	37,3%	3	2,5%	1	0,8%	0	0,0%	10	8,4%

⁽¹⁾ Incluant les étudiants et les stagiaires

Données au 30 novembre 2012

G.15 CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES, ET CE, POUR 2010-2011, 2011-2012 ET 2012-2013 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2013-2014 (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) :

C) LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL;

CATÉGORIE D'EMPLOI	2012-2013
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	9,5
PERSONNEL PROFESSIONNEL	80,5
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	306,5
PERSONNEL OUVRIER	S. O.
TOTAL	396,5

Données au 30 novembre 2012

D) LE NOMBRE TOTAL ET LA VENTILATION DU NOMBRE DE CONGÉS DE MALADIE EN RÉSERVE POUR LE PERSONNEL ET LEUR VALEUR ESTIMÉE;

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

E) LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES;

CATÉGORIE D'EMPLOI	PAYÉES	COMPENSÉES	TOTAL
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	-	-	-
PERSONNEL PROFESSIONNEL	570,56	144,50	715,06
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	216,33	384,34	600,67
PERSONNEL OUVRIER	S. O.	S. O.	S. O.
TOTAL	786,89	528,84	1315,73

Données au 30 novembre 2012

G.15. CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES, ET CE, POUR 2010-2011, 2011-2012 ET 2012-2013 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2013-2014 (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) :

F) LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL;

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	2,5	6,5	20,0	44,0	38,0	16,0	21,0	0	-	-	-	-	148,0
PERSONNEL PROFESSIONNEL	21,5	34,0	57,5	173,0	164,0	69,5	55,0	31,5	-	-	-	-	606,0
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	35,0	72,0	98,5	236,5	319,0	34,5	56,0	16,5	-	-	-	-	868,0
PERSONNEL OUVRIER	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.
TOTAL	59,0	112,5	176,0	453,5	521,0	120,0	132,0	48,0					1622,0

Données au 30 novembre 2012

G) LE NOMBRE TOTAL ET LA VENTILATION DU NOMBRE DE JOURS DE VACANCES EN RÉSERVE POUR LE PERSONNEL ET LEUR VALEUR ESTIMÉE;

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

H) LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE;

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

G.15 CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES, ET CE, POUR 2010-2011, 2011-2012 ET 2012-2013 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2013-2014 (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION) :

I. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIES D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME EN RELEVANT, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION;

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS) ;

EFFECTIFS RÉGULIERS EN PLACE AU 30 NOVEMBRE 2012							
REGION	CATEGORIE D'EMPLOI						TOTAL
	HORS CADRE	CADRE JURIDIQUE	CADRE	PROF. ¹	TECH.	FONCT. ²	
BUREAUX CENTRAUX							
Trois-Rivières				2	1	1	4
Québec	2		5	19	8	5	39
Montréal		1	1	11	7	2	22
Gatineau				1			1
SOUS-TOTAL	2	1	6	33	16	8	66
BUREAUX REGIONAUX							
Québec				1		5	6
Montréal			1			10	11
Gaspé						1	1
Gatineau				1		2	3
Saguenay				1		3	4
Rimouski						1	1
Rouyn-Noranda						1	1
Sept-Îles						1	1
Sherbrooke						3	3
Saint-Jérôme						3	3
Trois-Rivières						4	4
SOUS-TOTAL	0	0	1	3	0	34	38
TOTAL	2	1	7	36	16	42	104

1) Inclut les juristes

2) Inclut les agents de protection du consommateur

G.15 CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES, ET CE, POUR 2010-2011, 2011-2012 ET 2012-2013 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2013-2014 (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION) :

EFFECTIFS RÉGULIERS EN PLACE AU 31 MARS 2012							
REGION	CATEGORIE D'EMPLOI						TOTAL
	HORS CADRE	CADRE JURIDIQUE	CADRE	PROF. ¹	TECH.	FONCT. ²	
BUREAUX CENTRAUX							
Trois-Rivières				2	1	1	4
Québec	1		5	17	6	5	34
Montréal		1	1	11	6	1	20
Gatineau				1			1
SOUS-TOTAL	1	1	6	31	13	7	59
BUREAUX REGIONAUX							
Québec				1		5	6
Montréal			1			10	11
Gaspé						1	1
Gatineau				1		2	3
Saguenay				1		3	4
Rimouski						1	1
Rouyn-Noranda						1	1
Sept-Îles						1	1
Sherbrooke						3	3
Saint-Jérôme						3	3
Trois-Rivières						4	4
SOUS-TOTAL	0	0	1	3	0	34	38
TOTAL	1	1	7	34	13	41	97

1) Inclut les juristes

2) Inclut les agents de protection du consommateur

EFFECTIFS RÉGULIERS EN PLACE AU 31 MARS 2011							
REGION	CATEGORIE D'EMPLOI						TOTAL
	HORS CADRE	CADRE JURIDIQUE	CADRE	PROF. ¹	TECH.	FONCT. ²	
BUREAUX CENTRAUX							
Trois-Rivières				2	1	1	4
Québec	1		5	18	6	5	35
Montréal		1	1	11	4	1	18
SOUS-TOTAL	1	1	6	31	11	7	57
BUREAUX REGIONAUX							
Québec				1		4	5
Montréal			1			10	11
Gaspé						1	1
Gatineau				1		2	3
Saguenay				1		2	3
Rimouski						1	1
Rouyn-Noranda						1	1
Sept-Îles						1	1
Sherbrooke						2	2
Saint-Jérôme						3	3
Trois-Rivières						3	3
SOUS-TOTAL	0	0	1	3	0	30	34
TOTAL	1	1	7	34	11	37	91

1) Inclut les juristes

2) Inclut les agents de protection du consommateur

G.15 CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES, ET CE, POUR 2010-2011, 2011-2012 ET 2012-2013 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2013-2014 (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION) :

K. ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR ;

	2010 - 2011	2011-2012	2012-2013
EXPERT	4	4	4
ÉMÉRITE	-	-	-

L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE ;

	2010 - 2011	2011-2012	2012-2013
TRAITEMENT SUPÉRIEUR	1	1	1

M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATEGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE ET RÉGIONS) ;

EFFECTIF RÉGULIER AUTORISÉ – VENTILATION AU 1 ^{ER} AVRIL 2012							
REGION	CATEGORIE D'EMPLOI						TOTAL
	HORS CADRE	CADRE JURIDIQUE	CADRE	PROF. ¹	TECH.	FONCT. ²	
BUREAUX CENTRAUX							
Trois-Rivières				2	1	1	4
Québec	1		4	21	8	6	40
Montréal		1	1	12	8	1	23
Gatineau				1			1
SOUS-TOTAL	1	1	5	36	17	8	68
BUREAUX REGIONAUX							
Québec			1			6	7
Montréal			1			12	13
Gaspé						1	1
Gatineau			1			3	4
Saguenay			1			3	4
Rimouski						1	1
Rouyn-Noranda						1	1
Sept-Îles						1	1
Sherbrooke						3	3
Saint-Jérôme						3	3
Trois-Rivières						4	4
SOUS-TOTAL	0	0	4	0	0	38	42
TOTAL	1	1	9	36	17	46	110

1) Inclut les juristes

2) Inclut les agents de protection du consommateur

G.15 CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES, ET CE, POUR 2010-2011, 2011-2012 ET 2012-2013 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2013-2014 (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION) :

EFFECTIF RÉGULIER AUTORISÉ – VENTILATION AU 1 ^{ER} AVRIL 2011							
REGION	CATEGORIE D'EMPLOI						
	HORS CADRE	CADRE JURIDIQUE	CADRE	PROF. ¹	TECH.	FONCT. ²	TOTAL
BUREAUX CENTRAUX							
Trois-Rivières				2	1	1	4
Québec	2		4	19	7	5	37
Montréal		1	1	12	6	1	21
SOUS-TOTAL	2	1	5	33	14	7	62
BUREAUX REGIONAUX							
Québec			1			6	7
Montréal			1			13	14
Gaspé						1	1
Gatineau			1			3	4
Saguenay			1			3	4
Rimouski						1	1
Rouyn-Noranda						1	1
Sept-Îles						1	1
Sherbrooke						3	3
Saint-Jérôme						3	3
Trois-Rivières						3	3
SOUS-TOTAL	0	0	4	0	0	38	42
TOTAL	2	1	9	33	14	45	104

1) Inclut les juristes

2) Inclut les agents de protection du consommateur

EFFECTIF RÉGULIER AUTORISÉ - VENTILATION AU 1 ^{ER} AVRIL 2010							
REGION	CATEGORIE D'EMPLOI						
	HORS CADRE	CADRE JURIDIQUE	CADRE	PROF. ¹	TECH.	FONCT. ²	TOTAL
BUREAUX CENTRAUX							
Trois-Rivières				1	1	1	3
Québec	2		4	16	7	6	35
Montréal		1	1	13	6	1	22
SOUS-TOTAL	2	1	5	30	14	8	60
BUREAUX REGIONAUX							
Québec			1			6	7
Montréal			1			13	14
Gaspé						1	1
Gatineau			1			3	4
Saguenay			1			3	4
Rimouski						1	1
Rouyn-Noranda						2	2
Sept-Îles						1	1
Sherbrooke						2	2
Saint-Jérôme						4	4
Trois-Rivières			1			3	4
SOUS-TOTAL	0	0	5	0	0	39	44
TOTAL	2	1	10	30	14	47	104

1) Inclut les juristes

2) Inclut les agents de protection du consommateur

G.15 CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES, ET CE, POUR 2010-2011, 2011-2012 ET 2012-2013 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2013-2014 (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION) :

N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES ;

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

G.16 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, ET CE, PAR DIRECTION;

- A) NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE EN 2012-2013 ET LES INDEMNITÉS DE RETRAITES QUI SERONT VERSÉES;**
- B) NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES;**
- C) NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE PRÉVU POUR 2013-2014 ET 2014-2015 ET LES INDEMNITÉS DE RETRAITES QUI SERONT VERSÉES;**
- D) NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS.**

A) DÉPARTS À LA RETRAITE DU 1^{ER} AVRIL 2012 AU 30 NOVEMBRE 2012;

CATÉGORIES	NOMBRE
RÉGULIER	2
OCCASIONNEL	1
TOTAL	3

Aucune indemnité n'a été versée en 2012-2013.

B) NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES;

Le niveau d'effectif régulier autorisé, l'effectif total autorisé et la cible de l'effectif utilisé pour l'exercice financier 2012-2013 ont été réduits en équivalent temps complet (ETC) de 40 % des départs à la retraite (2) survenus au cours de l'exercice financier 2011-2012, soit un (1), ETC. En conséquence, l'Office de la protection du consommateur bénéficie d'un taux de remplacement de 60 % des départs à la retraite. C'est donc un (1) des deux (2) départs à la retraite de l'exercice financier 2011-2012 qui pouvait être remplacé.

C) NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE PRÉVUS POUR 2013-2014 ET 2014-2015;

Quinze (15) personnes seraient admissibles à la retraite (sans réduction actuarielle) au cours de l'exercice financier 2013-2014. Toutefois, nous ne pouvons présumer que ces personnes vont effectivement prendre leur retraite en 2013-2014 considérant le nombre d'années de service ou tout autre facteur personnel.

Aucune indemnité ne sera versée en 2013-2014.

D) NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS, ET CE, EN DATE DU 30 NOVEMBRE 2012.

Un retraité a été engagé pour des contrats en 2012-2013.

G.17 LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN INDIQUANT POUR CHACUN D'EUX :

- L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION;
- LE COÛT DE LA LOCATION;
- LE COÛT DE LOCATION AU MÈTRE CARRÉ;
- LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL;
- LA SUPERFICIE TOTALE RÉELLEMENT OCCUPÉE;
- LA SUPERFICIE INOCCUPÉE;
- LE PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ;
- LA DURÉE DU BAIL;
- LES COÛTS D'AMÉNAGEMENT OU DE RÉNOVATION RÉALISÉS DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2012;
- LE NOM DES SOUS-LOCATAIRES ET LES REVENUS LIÉS À DES SOUS-LOCATIONS, LE CAS ÉCHÉANT.

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT ANNUEL	SUPERFICIE (mètres carrés)	DURÉE DU BAIL		PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ	COÛTS D'AMÉNAGEMENT RÉALISÉS DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2012
			DATE DE DÉBUT	DATE DE FIN		
100, rue Laviolette, RC 11, Trois-Rivières	31 946,52 \$	226,00	-	-	Société immobilière du Québec	26 274,63 \$ ¹
337, rue Moreault, Rimouski	7 072,44 \$	48,76	-	-	Société immobilière du Québec	
5199, rue Sherbrooke Est, bureau 3671, Montréal	255 121,28 \$	1 188,63	2007-07-01	2017-06-30	Capreit 2 limited partnership	
456, avenue Arnaud, bureau 1.05, Sept-Îles	8 256,96 \$	46,85	1992-02-01	2016-12-31	Gestion immobilière de la Rive	
170, rue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 8.300, Gatineau	31 721,64 \$	131,23	-	-	Société immobilière du Québec	
400, boul. Jean-Lesage, bureau 450, Québec	239 334,51 \$	1 476,06	2007-02-01	2017-01-31	Édifice Les Façades inc.	122 982,51 \$ ¹
200, rue Belvédère Nord, bureau 3.02, Sherbrooke	27 972,12 \$	132,83	1989-07-15	2019-07-14	2423-5632 Québec inc.	
3950, boul. Harvey, bureau 2.12, Saguenay	25 135,44 \$	190,39	-	-	Société immobilière du Québec	
96, Montée Sandy Beach, bureau 1.02, Gaspé	13 761,12 \$	65,31	-	-	Société immobilière du Québec	
255, rue Principale, RC 03, Rouyn-Noranda	9 464,16 \$	56,24	1998-11-01	2014-10-31	Développement Tetra inc.	
500, boul. des Laurentides, bureau 1648 A, Saint-Jérôme	20 156,40 \$	96,84	1999-03-26	2016-12-15	Riocan Holdings (Québec) inc.	

¹Suite à une décision du Conseil du trésor, les coûts d'aménagement de plus de 25 000 \$ et de moins de 400 000 \$ doivent dorénavant être répartis sur la facture de loyer sur une période de 5 ans.

G.20 LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2012-2013 À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE ET DU MINISTÈRE, EN INDIQUANT :

- LE NOM DE L'ORGANISME OU DE LA PERSONNE CONCERNÉE;
- LA CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE;
- LE MONTANT ATTRIBUÉ;
- LE DÉTAIL DU PROJET VISÉ ET LE BUT POURSUIVI PAR L'ORGANISME;
- LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU.

LE NOM DE L'ORGANISME CONCERNÉ OU DE LA PERSONNE	LE MONTANT ATTRIBUÉ
Centre d'intervention budgétaire et sociale de Mauricie	5 000,00 \$
Coalition des associations de consommateurs du Québec	25 000,00 \$
Juripop	2 500,00 \$
Service budgétaire Lac-Saint-Jean-Est	10 000,00 \$

Données au 30 novembre 2012

G.21 LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) EN INDIQUANT :

- LE POSTE INITIAL;
 - LE SALAIRE;
 - LE POSTE ACTUEL, S'IL Y A LIEU;
 - LA DATE DE LA MISE EN DISPONIBILITÉ;
 - LES PRÉVISIONS 2013-2014.
-

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

G.22 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LE NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED PAR CATÉGORIES D'ÂGE EN 2011-2012 :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

G.23 NOMBRE DE FONCTIONNAIRES ET/OU ETC AFFECTÉS AU PLAN NORD, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME INCLUANT LE CAS ÉCHÉANT LA BANQUE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC, POUR LES ANNÉES 2011-2012, 2012-2013 ET LES PRÉVISIONS 2013-2014.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

G.24 LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), EN INDIQUANT :

- LE NOM DE LA PERSONNE;
 - LE POSTE OCCUPÉ;
 - LE SALAIRE DE BASE ET ADDITIONNEL (S'IL Y A LIEU);
 - L'ASSIGNATION INITIALE;
 - LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE;
 - LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION (S'IL Y A LIEU).
-

L'Office de la protection du consommateur n'a pas de personnel hors structure.

G.25 LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS, PARAPUBLICS, PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES, EN INDIQUANT :

- LE NOM DE LA PERSONNE;
 - LE POSTE OCCUPÉ;
 - LE SALAIRE DE BASE ET ADDITIONNEL (S'IL Y A LIEU);
 - L'ASSIGNATION INITIALE;
 - LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE;
 - LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION (S'IL Y A LIEU).
-

Aucun membre du personnel de l'Office de la protection du consommateur n'est affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres.

G.26 LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS DU CABINET, DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES PUBLICS AINSI QUE LE COÛT DE CHACUN :

- LES CLUBS PRIVÉS OU AUTRES;
- LES BILLETS DE SAISON, LES LOGES;
- AUX JOURNAUX, REVUES MENSUELLES, PUBLICATIONS PAPIER ET EN FORMAT ÉLECTRONIQUE, ETC.;
- SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA, ETC.)

FOURNISSEUR	DESCRIPTION	COÛT
Actualité, L'	Publication périodique	37,95 \$
Bel Âge	Publication périodique	21,95 \$
Blitz 24 inc.	Internet (Répertoire des médias du Canada)	500,00 \$
Devoir, Le	Publication périodique	732,99 \$
Economist, The	Publication périodique	327,20 \$
Éditions Wilson & Lafleur	Mise à jour (Code civil du Québec, C. Proc. Civile, Code Criminel)	1 247,00 \$
Éditions Yvon Blais	Mise à jour (Manuel de preuve pénale)	108,90 \$
	Mise à jour (Bulletin bref tech. L'info PDF 2012)	95,00 \$
	Mise à jour (Guide pratique accès protection information)	76,90 \$
	Mise à jour (Accès à l'information : Loi annotée)	105,90 \$
Étoile du Lac, L'	Publication périodique	38,00 \$
Hootsuite	Internet (Outil de gestion des médias sociaux)	71,88 \$
Journal de Montréal, Le	Publication périodique	228,80 \$
Journal de Québec, Le	Publication périodique	211,21 \$
Journal Lac St-Jean, Le	Publication périodique	38,00 \$
Nouvel Observateur, Le	Publication périodique	179,33 \$
Novaxis Solutions inc.	Banque de données	1 941,59 \$
Plein jour de Baie-Comeau, Le	Publication périodique	225,00 \$
Presse, La	Publication périodique (Québec)	226,31 \$
	Publication périodique (Montréal)	215,28 \$
Publications CCH	Mise à jour (Accès à l'information et protection des renseignements personnels)	750,00 \$
Publications du Québec, Les	Mises à jour (Recueil des politiques de gestion & projets de loi publics)	688,10 \$
Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)	Internet (Juris.doc)	2 700,00 \$
Soleil, Le	Publication périodique	212,14 \$
Tribune, La	Publication périodique	195,00 \$
TOTAL		11 174,43 \$

Données au 30 novembre 2012

G.27 POUR CHAQUE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC (INCLUANT LES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), FOURNIR, ET CE, DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE :

- LE NOM DU SITE WEB;
- LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL AYANT CONÇU LE SITE;
- LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE;
- LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR;
- LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE (EN SPÉCIFIANT COMBIEN DE FOIS LE SITE A ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DU CHANGEMENT);
- LA FRÉQUENCE JOURNALIÈRE, HEBDOMADAIRE ET MENSUELLE DES VISITES (NOMBRE DE « HITS »);
- LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR.

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.opc.gouv.qc.ca	
SUJETS	DETAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL AYANT CONÇU LE SITE ACTUEL	Nurun (dernière version mise en ligne le 31 mars 2008)
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE ACTUEL	Au total : 47 273 \$ pour l'ensemble des versions
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR DU SITE ACTUEL	Entretien et mise à jour : L'équivalent d'un ETC (professionnel) En 2012-2013, tous les travaux d'entretien et de mise à jour ont été réalisés par cette ressource.
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE (EN SPÉCIFIANT COMBIEN DE FOIS LE SITE A ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DU CHANGEMENT)	Le site a été refondu trois fois (en 2000, 2003 et 2008). Objectifs de ces refontes : <ul style="list-style-type: none"> • se conformer aux standards proposés par le World Wide Web Consortium (W3C), organisme international à but non lucratif dont l'objectif est de normaliser la façon de naviguer sur le Web; • se conformer aux Standards sur l'accessibilité du Web aux personnes handicapées du gouvernement du Québec; • améliorer la navigation dans le site. <p>La modification de la page d'accueil constitue le dernier changement majeur apporté au site (en juin 2010) pour intégrer les modifications découlant du projet de loi 60. Celui-ci modifiait la Loi sur la protection du consommateur.</p>

G.27 POUR CHAQUE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC (INCLUANT LES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), FOURNIR, ET CE, DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE :

- LE NOM DU SITE WEB;
- LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL AYANT CONÇU LE SITE;
- LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE;
- LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR;
- LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE (EN SPÉCIFIANT COMBIEN DE FOIS LE SITE A ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DU CHANGEMENT);
- LA FRÉQUENCE JOURNALIÈRE, HEBDOMADAIRE ET MENSUELLE DES VISITES (NOMBRE DE « HITS »);
- LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR.

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.opc.gouv.qc.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR	Plusieurs fois par semaine

Note : ces coûts excluent la rémunération des employés de l'Office.

G.28 NOMINATIONS, DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2012, DE MANDATAIRES, ÉMISSAIRES, NÉGOCIATEURS, MÉDIATEURS, COMMISSAIRES, EXPERTS, ENQUÊTEURS OU AUTRES :

- LA LISTE;
- LES MANDATS;
- LES CONTRATS OCTROYÉS POUR CHAQUE MANDAT;
- LE RÉSULTAT DU TRAVAIL EFFECTUÉ;
- LES ÉCHÉANCES PRÉVUES;
- LES SOMMES IMPLIQUÉES.

Fournisseur	Objet	Montant
9159-1115 Québec Inc. (E-Profile)	Fournir une expertise relativement à la saisie de matériel informatique dans le cadre d'une perquisition	7 000,00 \$

G.30 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, CONCERNANT LES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION EN 2010-2011, 2011-2012 ET 2012-2013 :

- LES COÛTS RELIÉS AU TRAITEMENT ET RÉPONSES AUX DEMANDES D'ACCÈS;
 - LE NOMBRE TOTAL DE DEMANDES REÇUES;
 - LE NOMBRE TOTAL DE DEMANDES REJETÉES;
 - LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 20 JOURS;
 - LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 30 JOURS;
 - LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES HORS DÉLAI.
-

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2012-2013 des ministères et organismes gouvernementaux.

G.32 LA LISTE DES ENTENTES ET LEUR NATURE, SIGNÉES DEPUIS LE 31 AOÛT 2012 ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET/OU D'AUTRES PROVINCES CANADIENNES, DONT LA SIGNATURE A ÉTÉ PERMISE À LA SUITE D'UNE AUTORISATION OBTENUE EN VERTU DES ARTICLES 3.11, 3.12 OU 3.12.1 DE LA LOI SUR LE MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF OU D'UNE EXCLUSION OBTENUE EN VERTU DU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 3.13 DE CETTE MÊME LOI.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat des Affaires intergouvernementales canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.

G.33 LE DÉTAIL DES CRÉDITS PÉRIMÉS ET DES GELS DE CRÉDITS POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PAR ANNÉE BUDGÉTAIRE, DEPUIS LE 31 AOÛT 2012 ET LES PRÉVISIONS POUR 2013-2014 :

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

G.34 TEL QUE PRÉVU DANS LA POLITIQUE DE FINANCEMENT DES SERVICES PUBLICS, L'INVENTAIRE COMPLET DES SERVICES QUE LE MINISTÈRE ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE OFFRENT AUX CITOYENS ET LES TARIFS QU'ILS EXIGENT. LE COÛT UNITAIRE DE CHACUN DE CEUX-CI. LA LISTE DE TOUS LES REVENUS AUTONOMES (TARIFS, PERMIS, DROITS, REDEVANCES, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PROJECTIONS POUR L'ANNÉE 2013-2014 :

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au rapport annuel 2012-2013 des ministères et organismes gouvernementaux.

G.35 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, UNE COPIE DU PLAN DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DEPUIS LE 31 AOÛT 2012 ET PRÉVISIONS 2013-2014 :

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

G.36 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LES SOMMES REÇUES EN 2012-2013 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2013-2014 ET 2014-2015 EN PROVENANCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'UN AUTRE GOUVERNEMENT. INDIQUER DE FAÇON VENTILÉE POUR CHACUN DES PROGRAMMES, ENTENTES OU AUTRES LES SOMMES REÇUES, LA OU LES DATES DES VERSEMENTS ET À QUELLES FINS ELLES ONT ÉTÉ CONSACRÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.

L'Office de la protection du consommateur n'a reçu aucune somme en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement en 2012-2013.

G.37 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2004 AVEC UNE OU DES CONFÉRENCES RÉGIONALES DES ÉLUS EN INDIQUANT :

- LA NATURE DE L'ENTENTE;
 - LES SOMMES ASSOCIÉES;
 - LA OU LES DATES DE VERSEMENT;
 - LA FAÇON DONT CES SOMMES SONT DÉPENSÉES.
-

L'Office de la protection du consommateur n'a aucune entente avec une ou des conférences régionales des élus depuis le 1^{er} avril 2004.

G.38 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2011-2012 ET 2012-2013, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS.

PRIMES AU RENDEMENT ET BONIS	MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT	BONIS
ADMINISTRATEURS D'ÉTAT	-	-
CADRES	-	-
PERSONNEL PROFESSIONNEL ¹	18 232,67 \$	-
PERSONNEL DE BUREAU/TECHNICIENS/ASSIMILÉS	-	-
PERSONNEL OUVRIER	S. O.	S. O.
TOTAL	18 232,67 \$	-

¹ Incluant les classes d'emploi « conseiller en gestion des ressources humaines » et « juriste ».

G.39 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2011-2012 ET 2012-2013, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART INCLUANT DES MONTANTS VERSÉS POUR BRIS DE CONTRAT.

Aucune prime de départ, incluant des montants versés pour bris de contrat, n'a été versée par l'Office de la protection du consommateur en 2012-2013.

G.40 DEPUIS LE 31 AOÛT 2012, COMBIEN Y A-T-IL DE CADRES, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, DONT LES SALAIRES SONT VERSÉS SANS QU'AUUCUNE FONCTION OU TÂCHE NE LEUR SOIT ASSIGNÉE ?

- FOURNIR LA LISTE DES NOMS, DES FONCTIONS PRÉCÉDENTES OCCUPÉES ET LA DATE DE CESSATION DES FONCTIONS POUR CHAQUE PERSONNE;
 - FOURNIR LA LISTE DES SALAIRES VERSÉS À CHAQUE PERSONNE.
-

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre à l'Office de la protection du consommateur qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

G.41 LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS DE COVÉRIFICATION OCTROYÉS PAR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME QUI EN RELÈVE EN 2012-2013 EN INDIQUANT, POUR CHAQUE CONTRAT :

- LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;
 - LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ);
 - LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS;
 - L'ÉCHÉANCIER;
 - LE MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);
 - DANS LE CAS D'OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.
-

Aucun contrat de covérification n'a été octroyé par l'Office de la protection du consommateur en 2012-2013.

G.42 POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, LES BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION DES MINISTRES, LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES ORGANISMES PUBLICS, FOURNIR LA VENTILATION DES COÛTS, POUR L'ANNÉE 2012-2013, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX DANS LES ESPACES OCCUPÉS. POUR LES RÉNOVATIONS, FOURNIR :

- LA OU LES DATES DE TRAVAUX;
- LES COÛTS;
- LE NOM DE LA OU DES FIRMES AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX.

Description	Nom de la firme	Coûts
Aménagement du bureau du Vice-président	Édifice les Façades inc.	392,20 \$

G.43 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2011-2012 ET 2012-2013, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LA MASSE SALARIALE.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

G.44 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2011-2012 ET 2012-2013, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE TAUX D'ABSENTÉISME.

Veillez vous référer aux données des questions 15c et 15f des demandes de renseignements généraux.

G.45 ÉVOLUTION DE LA TAILLE (NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS) DE CHAQUE CABINET MINISTÉRIEL, DE CHAQUE MINISTÈRE ET DE CHAQUE ORGANISME PUBLIC DEPUIS 2003. FOURNIR LES DONNÉES POUR CHACUNE DES ANNÉES FINANCIÈRES, DE 2003-2004 À 2012-2013. PRÉVISIONS POUR 2013-2014.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

G.46 POUR CHAQUE CABINET MINISTÉRIEL, CHAQUE MINISTÈRE ET CHAQUE ORGANISME, LE NOMBRE DE DÉPARTS AU SEIN DE L'EFFECTIF (RÉGULIER, OCCASIONNEL ET ÉTUDIANT) POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2011-2012 ET 2012-2013. FOURNIR LES DONNÉES VENTILÉES SELON LA RAISON DU DÉPART : LA RETRAITE; LA DÉMISSION; LA RÉVOCATION POUR INCOMPÉTENCE; LA RÉVOCATION POUR INCAPACITÉ; LA FIN D'EMPLOI; LE DÉCÈS; LA MISE À PIED; LA DESTITUTION; TOUTE AUTRE RAISON.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

G.47 LISTE ET SOLDE DE TOUS LES FONDS EXISTANTS POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES AINSI QUE LA DÉPENSE D'INTÉRÊTS PRÉVUE EN 2012-2013 POUR CHACUN DE CES FONDS. COPIE DES ÉTATS FINANCIERS DE 2011-2012 ET 2012-2013 POUR CHACUN DE CES FONDS.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.